

## Financement du PS : avec ou sans ?

Alors que diverses entreprises privées ont annoncé leur volonté de contribuer au budget des principaux partis politiques helvétiques, le PS doit se déterminer à propos de l'accueil qu'il entend réserver à ces offres de dons. Et tout le monde n'est pas d'accord.

### ASILE



Faut-il soutenir le référendum contre la révision de la loi sur l'asile ? La gauche s'accorde à dire que cette réforme est néfaste, mais entre lucidité et principes, le débat fait rage.

Page 6

### ÉNERGIE



C'est désormais noir sur blanc : le Conseil fédéral entend sceller la fin de l'ère électronucléaire en Suisse. Même attendu, l'évènement est historique.

Page 8

### SPÉCULATION



La faim dans le monde n'est ni un hasard, ni une fatalité, une initiative de la JS exige l'interdiction de spéculer sur les denrées agricoles et alimentaires.

Page 10



**Appel aux dons**

# **Aidons les réfugiés syriens**

Solidar Suisse aide les réfugié-e-s syriens, en acheminant de la nourriture et des articles de première nécessité.

**Votre soutien compte!**

CP: **10-14739-9**

Dons en ligne:

**[www.solidar.ch/syrie](http://www.solidar.ch/syrie)**



**SOLIDAR**  
SUISSE

Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO







## 1912-2012 : LES CENT ANS DU CONGRÈS POUR LA PAIX DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE, À BÂLE

A l'occasion de cette commémoration, des acteurs de premier plan du socialisme européen et du Printemps arabe discuteront de la question de la paix en Europe et dans le pourtour méditerranéen. En cette année où le prix Nobel de la paix a été décerné à l'Union européenne, il est important de rappeler que l'œuvre pacifique de l'Europe n'est pas irréversible. Le principe de la libre concurrence, érigé en dogme par le fondamentalisme du marché, peut détruire l'intégration européenne et ébranler profondément les valeurs fondamentales du vieux continent. En 2012 comme en 1912, les socialistes européens doivent réagir et proposer une vision de la paix tournée vers l'avenir.

### Dès 14h00, Commémoration en la cathédrale de Bâle avec :

- Erhard Eppler, ancien ministre fédéral, Allemagne
- Bochra Belhaj Hmida, avocate des droits humains, Tunisie
- Catherine Trautmann, présidente de la Délégation socialiste française au Parlement européen (à confirmer)
- Eva Herzog, conseillère d'Etat, Bâle-Ville, Suisse
- Lukas Kundert, président du conseil synodal de l'église réformée de Bâle-Ville, Suisse
- Frithjof Benjamin Schenk, professeur, séminaire d'histoire de l'Université de Bâle, Suisse
- Christian Levrat, conseiller aux Etats (FR), président du PS Suisse.

A partir de 16h30, des vêpres œcuméniques consacrées à la paix organisées par l'église réformée de Bâle-Ville auront lieu en l'honneur de cette commémoration en la cathédrale de Bâle.

### AUTRES MANIFESTATIONS DANS LE CADRE DES CENT ANS CONTRE LA GUERRE

**22.-24.11.2012** Guerre et paix : conférence de la «Stiftung für Sozialgeschichte Osteuropas», du département d'histoire et de l'institut de sociologie de l'Université de Bâle.

Voir : <http://basel1912-2012.ch>

**22.11.12, 19h30-21h30** L'Europe et les transformations démocratiques en Afrique du Nord. Les visions socialistes de la paix sur le pourtour méditerranéen. Avec Andreas Gross, Mario Carera, Bochra Belhaj Hmida, Susanne Leutenegger Oberholzer, Débat animé par Jasmina El-Sonbati et organisé par le PS de Bâle-Ville, en l'aula de l'Université de Bâle.

## Controverses

On a rarement le temps de s'ennuyer au Parti socialiste. Alors qu'un document de position sur la politique migratoire vient à peine d'être finalisé, en septembre à Lugano, voilà que deux autres débats de fond s'annoncent en vue de la prochaine Assemblée



des délégué-e-s, voire de ses éventuels prolongements. Le premier s'inscrit dans le droit fil des discussions menées au Tessin puisqu'il s'agira de se déterminer sur le soutien du parti au référendum lancé contre la

dernière révision de la loi sur l'asile. Emotionnellement explosif dans la mesure où il concerne très directement des personnes déjà peu épargnées par le sort, il ne pouvait déboucher que sur la confrontation d'opinions tranchées. Déjà, les anathèmes fleurissent, mais l'avenir du droit d'asile dans notre pays requiert manifestement un peu plus de doigté qu'un prétendu affrontement entre angélisme utopique et froid pragmatisme politique. Tout aussi délicat s'annonce le débat sur le financement du parti. Son indépendance peut-elle souffrir d'une éventuelle ouverture – même à de strictes conditions – de l'alimentation de son budget par des versements de personnes morales. La crainte que cela jette un inaltérable soupçon sur notre action ne saurait être prise à la légère. Après tout, il y a des précédents : voyez sur notre droite... D'un autre côté, on peut aussi se demander, par exemple, si il n'y a pas contradiction quand un parti dont le programme envisage les coopératives comme une condition de la démocratie économique considère qu'elles ne peuvent contribuer à l'exercice de la démocratie tout court. Bref – comme toujours – il faut y réfléchir, il faudra se parler, débattre avec conviction et dans le respect des avis opposés comme des dispositions de notre fonctionnement interne. Et surtout la fierté de faire partie d'une formation politique qui a le courage d'affronter directement des controverses aussi fondamentales. Elles sont loin de pouvoir toutes en dire autant.

Jean-Yves Gentil

### IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et und Verein SP-Info  
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,  
Fax 031 329 69 70, [info@socialiste.ch](mailto:info@socialiste.ch)

Rédaction Jean-Yves Gentil

Production Atelier Bläuer, Berne

# En avoir (ou pas)

Alors que divers établissements financiers ont annoncé, ce printemps, leur volonté de contribuer au budget des principales formations politiques helvétiques (PS Suisse y compris) en fonction de critères liés à leur représentation au sein des autorités, notre parti doit se déterminer à propos de l'accueil qu'il entend réserver à ces offres de subventions. Après La Chaux-de-Fonds et Lugano, la question va resurgir et faire l'objet d'un débat lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 1<sup>er</sup> décembre, à Thoune. On y prendra notamment connaissance des résultats de la consultation menée auprès des partis cantonaux sur ce sujet. L'occasion, pour [socialistes.ch](http://socialistes.ch), de vous proposer deux regards croisés sur cette thématique.

## Nos valeurs ne s'achètent pas !

Dans tous les pays du monde, des affaires de corruption ou de financement caché entament la crédibilité des partis. Dans tous les pays ou presque, car la petite Helvétie fait exception. Nos partis seraient-ils plus propres ? Aucunement. Ce qui relève du pénal dans d'autres pays y est simplement



légal. Les banques, assurances et industries, par exemple, abreuvant les partis en toute légalité. Car aucune législation n'encadre leur financement sur le plan fédéral. Ni les partis, ni les entreprises n'ont de compte à rendre.

La crise de l'UBS aura enfin permis de mettre en lumière le caractère pernicieux du financement des partis par les entreprises face à des élu-e-s qui devaient ensuite décider d'engager quelques milliards pour les sauver. Ces partis, si longtemps soudoyés, ont-ils voté au nom de l'intérêt général, par conviction ou parce qu'on leur a graissé la patte durant des années ? Dans cette crise, le PS est le seul à avoir pu prendre position sans prêter le flanc à la critique, car, dans ses comptes, on ne compte nulle trace de versement de ces très chers banquiers.

Mis sous pression, la droite et les milieux économiques ont la malice de proposer un accord de façade qui ferait taire tout le landerneau : « qu'on finance les partis selon leur force, y compris le PS, et le PS sera condamné à se taire ». Certains évoquent que le PS pourrait bien accepter, le tout étant de les conditionner : n'attribuer ces sommes qu'à des activités annexes, obliger les banques à ne pas faire d'autres dons, financer des initiatives par cette voie... Bref, des conditions de naïfs : nul ne pourra vérifier ce procédé sans loi ni autorité de contrôle, le PS sera vite dépendant de ces rentrées (pour sa structure ou ses projets) ou encore sa générosité envers d'autres ONG dépendrait de l'humeur des banques d'un grand paradis fiscal...

Le PS s'est construit en totale indépendance des grandes forces économiques de ce pays. Bien lui en a pris, car c'est sous ces conditions qu'il a pu défendre ses positions sur les banques, mener des batailles aux côtés des salarié-e-s et non sous le joug des milieux financiers. C'est sa force d'avoir construit son financement sur la solidarité de des adhérents et il la perdrait s'il décide de bouffer à tous les râteliers. Des camarades se sont déjà frottés aux financements des privés. Certains ont perdu des élections, d'autres se sont médiatement brûlés les ailes. Notre électorat et les personnes que nous avons l'ambition de représenter comptent sur notre indépendance. Le seul moyen d'honorer leur confiance, c'est de refuser tout don d'entreprise et des banques ; c'est le prix et la valeur de notre indépendance.

[arnaud.bouverat@ps-vd.ch](mailto:arnaud.bouverat@ps-vd.ch) secrétaire du PS Vaud



## Dons aux partis : quel sens du devoir ?

Je suis entré au Parti socialiste il y a une trentaine d'années parce qu'après quelques années de militance et d'engagement dans des mouvements pacifistes, tiers-mondistes et environnementaux, j'ai été convaincu de la nécessité de regrouper les forces pour avoir un chance de mettre en



pratique des idéaux partagés avec d'autres. Le parti est toujours et encore un outil essentiel, dans notre démocratie, pour faire avancer nos idées. Sa force repose sur le militantisme de nombreux membres, sur l'action des élués et des élus et sur les contributions financières de membres et de sympathisant-e-s – parfois en complément à l'engage-

ment personnel, parfois en lieu et place de ce dernier, par manque de temps que l'on veut ou peut mettre à disposition pour les causes communes.

La crédibilité et l'efficacité de notre engagement, que nous devons à nous-mêmes mais surtout à nos électrices et électeurs, dépendent des ressources en temps, en compétences et en moyens financiers dont nous disposons – et de l'adéquation entre ces ressources et les idéaux que nous défendons. Nous avons donc à la fois un devoir de rechercher des ressources dans l'intérêt de la réalisation de nos objectifs politiques et un devoir de déterminer quelles sont les ressources qui sont compatibles avec nos valeurs et nos objectifs politiques. Une position qui accepterait toute contribution financière au parti serait incompatible avec le deuxième devoir, mais le premier devoir ne permet pas non plus un refus indistinct de toute contribution.

Dans ce contexte, le sens du devoir nous impose une réflexion différenciée, dans la mesure où ni les contributions de personnes physiques ni les contributions de personnes morales sont, par nature, bonnes ou mauvaises. Pour être efficace, cette réflexion demande un seuil financier, tant pour les contributions individuelles que collectives, au-dessus duquel tout don fait non seulement l'objet d'une publication, mais peut être refusé ou soumis à conditions selon sa provenance – par exemple en excluant des dons d'entreprises ou de privés engagés contre des valeurs fondamentales de notre parti. La direction du PS Suisse a déjà eu l'occasion de se prononcer sur de tels choix par le passé, en refusant certains dons ou en acceptant une contribution d'Oerlikon-Buehrle immédiatement réaffectée à l'initiative contre les exportations d'armes, avec communication publique.

Nous avons besoin d'un cadre pour de telles décisions, mais pas d'interdits absolus, contraires à l'intérêt de notre engagement politique.

[jean-francois.steiert@pssuisse.ch](mailto:jean-francois.steiert@pssuisse.ch) conseiller national (FR)



# Défendre l'offensive

**Le « bloc bourgeois » mène actuellement une politique de révision de la loi sur l'asile au pas de charge via trois projets de durcissements successifs. Fait exceptionnel, le premier volet, ardemment débattu aux Chambres en juin et septembre de cette année, a été déclaré « urgent » de manière à entrer en vigueur immédiatement dès son adoption le 29 septembre dernier. Il comprend notamment la suppression de la procédure d'asile aux ambassades, l'abandon de la désertion et du refus de servir comme seul motif d'asile et la possibilité de placer des demandeurs d'asile dits « récalcitrants » dans des centres spécifiques.** Cesla Amarelle

Toute la gauche s'accorde à dire que cette réforme est néfaste pour le droit d'asile. Elle s'inscrit dans le prolongement de toutes les autres réformes qui se sont multipliées depuis 1981 pour introduire des mesures toujours plus restrictives au prétexte d'écarter de la procédure d'asile des réfugiés dits économiques ou délinquants. Certains ont annoncé le lancement du référendum. S'ils ne se font que peu d'illusion quant à une victoire dans les urnes en cas d'un aboutissement qui est plus qu'incertain, ils souhaitent mener ce combat référendaire pour des questions de principe.

Comme socialiste, on peut évidemment comprendre les motivations de celles et de ceux qui veulent aller dans ce sens, sans pour autant partager les conclusions de leur analyse. Deux éléments primordiaux doivent en effet être pris en compte.

Du point de vue de la réalité concrète de l'asile, il faut rappeler que les bureaux de défense des migrant-e-s qui la pratiquent au quotidien tout comme la section suisse d'Amnesty International sont largement opposés à ce lancement. L'échec du référendum a un prix. Après la défaite cuisante du 24 septembre

2006, bon nombre de militants de terrain et les praticiens ont pu observer que la marge de manœuvre dans l'application de la politique d'asile (ex.: délivrances des cas de rigueur, permis humanitaires, autorisations de travail, etc.) a systématiquement été orientée dans le sens de durcissements par la Confédération et les cantons. Dans le contexte actuel, un nouvel échec en référendum intensifierait les mêmes effets qu'au soir du 24 septembre 2006.

Du point de vue stratégique, le morcellement d'une contre-réforme en trois volets prôné par la droite pourrait impliquer le lancement de trois référendums successifs, c'est-à-dire la récolte d'un total de 150 000 signatures validées. Cet engagement militant important ne servirait au mieux qu'à conserver le statu quo de la loi de 2006 – que nous avons combattue – et ne contribuerait en rien à consolider notre action par rapport à nos priorités fixées au congrès de Lugano, en particulier auprès des admis provisoires et des sans-papiers qui se trouvent déjà en Suisse et dont le nombre risque d'augmenter ces prochaines années.

Pour sortir de notre dynamique défensive et d'échec, plusieurs arguments plaident en faveur d'une autre stratégie. S'opposer de plein pied à la dynamique actuelle implique de combiner des actions militantes sur le terrain, comme cela a été le cas dans certains cantons pour l'obtention concrète de régularisations de certains requérants d'asile déboutés ou de permis B pour les admis provisoires, la pratique, en lien avec les migrants concernés, avec une action institutionnelle plus intense.

Pour créer un rapport de force, l'un ne peut pas aller sans l'autre. En ce sens, le PS devrait approfondir son action militante en parallèle à son action parlementaire. Le lancement d'une initiative populaire exigeant, par exemple, l'égalité des droits entre personnes admises provisoirement et réfugiés statutaires, un statut pour les sans-papiers qui travaillent en Suisse depuis cinq ans et un renforcement de l'aide au développement, doit par ailleurs être sérieusement envisagée par notre parti. Nous devons à cette cause qui touche au fondement de notre engagement la préparation d'une ligne combative et unitaire dans le prolongement du papier adopté au Congrès de Lugano. Ainsi, à la défensive référendaire, on devrait sérieusement se demander s'il ne serait pas judicieux de privilégier une action plus offensive basée sur cette orientation de fond.



Depuis le mois dernier, il n'est plus possible de déposer une demande d'asile dans une ambassade suisse (ici, à Khartoum).

cesla.amarelle@pssuisse.ch  
conseillère nationale (VD)



# « Stratégie énergétique 2050 » : forces et faiblesses

« L'octroi d'autorisations générales pour la construction de centrales nucléaires est interdit. ». En proposant d'introduire cette courte phrase dans loi sur l'énergie nucléaire, le Conseil fédéral entend sceller la fin de l'ère électronucléaire en Suisse. Même s'il était désormais attendu, l'évènement est historique. Roger Nordmann

Il représente un pas décisif dans l'enchaînement de luttes qui ont commencé au début des années 1970, soit avant-même la naissance du soussigné. Il est évidemment tragique d'avoir dû, pour y parvenir, attendre la fusion de cinq réacteurs (un à Three Miles Island et à Tchernobyl, trois à Fukushima). Mais mieux vaut tard que jamais.

En revanche, le Conseil fédéral n'a, pour l'instant, pas osé retoucher les règles régissant l'arrêt des centrales existantes. Plus que de règles, il faudrait d'ailleurs plutôt parler de vide juridique, tant la situation est floue. Le risque est évidemment que la durée des centrales nucléaires existantes soit prolongée indéfiniment, au détriment de la sécurité. Ou que, forcés d'arrêter leurs réacteurs pour des raisons de sécurité, les exploitants tentent d'extorquer à la Confédération des dommages et intérêts. En la matière, les problèmes sont multiples. Premièrement, la répartition des compétences entre le département et l'inspectat fédéral de la sécurité nucléaire (IFSN) est floue, avec un conflit négatif de compétence s'agissant du retrait de l'autorisation d'exploitation pour vieillissement. Deuxièmement, il n'existe aucune durée maximum d'exploitation. Juridiquement, rien n'empêche d'exploiter donc de laisser tour-



Le crépuscule pour Mühleberg?...

ner une centrale de 80 ans. Troisièmement, la loi ne prévoit pas que les centrales nucléaires vieillissantes maintiennent une marge de sécurité supplémentaire, et que si celle-ci n'est pas respectée, l'arrêt immédiat sans indemnité soit ordonné. C'est dire que le Parlement a encore du pain sur la planche.

En ce qui concerne l'approvisionnement énergétique sans nucléaire, la stratégie du Conseil fédéral est très cohérente. Elle ressemble d'ailleurs furieusement à celle proposée par le PS dans son initiative «*Cleantech – nouveaux emplois grâce aux énergies renouvelables*». Les axes principaux sont les suivants :

- Considérer l'ensemble de l'énergie, en visant non seulement à sortir du nucléaire, mais à réduire drastiquement notre dépendance aux énergies fossiles.
- Viser un accroissement massif de l'efficacité dans l'usage de l'énergie, pour diminuer la consommation globale de moitié d'ici 2050 tout en maintenant le niveau de vie.
- Passer progressivement à un approvisionne-

ment électrique presque entièrement renouvelable.

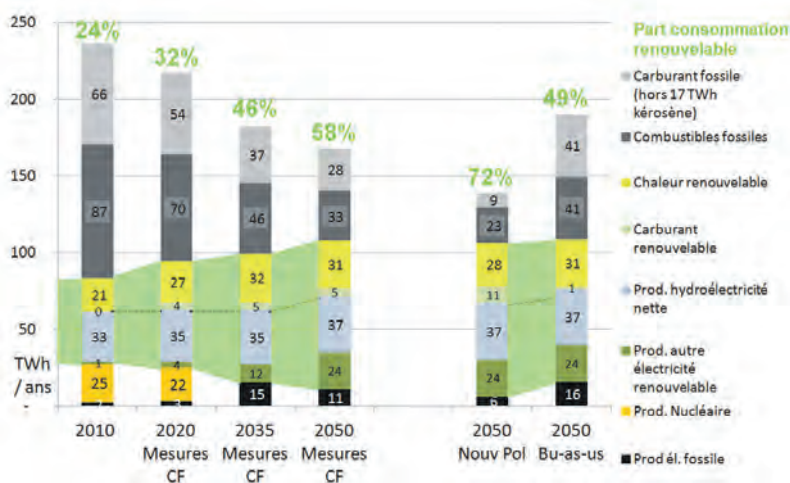
■ Simplifier un certain nombre de procédures. Dans l'ensemble, les mesures proposées dans le premier paquet sont cohérentes, et le Conseil fédéral a d'ores et déjà annoncé un second paquet de mesure répondant appelé « nouvelle politique énergétique », à l'horizon 2020. A mon sens, la seule lacune de cette stratégie est une limitation artificielle du développement du courant solaire à 1 % de la production électrique jusqu'en 2020. Cette attitude anti-solaire est d'autant plus incompréhensible que le solaire est en passe de devenir la technologie la meilleur marché, et que le courant qui manquera devra être importé ou produit avec du gaz en Suisse, au détriment du climat.

roger.nordmann@pssuisse.ch

conseiller national (VD), vice-président du Groupe socialiste des Chambres fédérales



## LE SCÉNARIO DU CONSEIL FÉDÉRAL



Lecture commentée :

- « Mesures CF » = l'effet des mesures mises en consultation par le Conseil fédéral.
- « 2050 nouv. Pol. » = L'objectif final du Conseil fédéral, atteignable avec un second paquet de mesures.
- « Buisnes as usual » = ce qui se passerait sans nouvelles mesures
- En dessous du traitillé = l'électricité, dont la consommation doit être stabilisée, ce qui signifie que sa part relative va augmenter pour représenter la moitié de l'approvisionnement.
- En gris, les énergies fossiles dans le bâtiment, industrie et la mobilité terrestre, où des gains d'efficacité très importants

sont non seulement possibles, mais nécessaires.

- Progressivement, les énergies renouvelables électriques et thermiques passent de 24 % à 58 % du mixe électrique, ou 72 % si le second paquet de mesure est adopté (calcul sans tenir compte du kérosène).
- En 2035, après l'arrêt des centrales nucléaires, 15 TWh seraient générés dans des centrales à gaz ou du couplage chaleur force, tout deux à base fossile et émettant du CO<sup>2</sup>. Cette part se réduit ensuite au fur et à mesure du développement des renouvelables.
- Pour limiter ces émissions fossiles transitoires, il s'agit, à notre sens, d'accélérer le développement photovoltaïque.



CONSTITUANTE GENEVOISE :

# Retour sur un processus délicat

**Le 14 octobre dernier le corps électoral genevois a adopté sa nouvelle Constitution par 54,1% des voix exprimées<sup>1</sup>. Ce texte a été rédigé par une Assemblée constituante formée de 80 membres élus il y a 4 ans. Le groupe « socialiste pluraliste » formé de 11 personnes s'est engagé pour promouvoir les éléments contenus dans une feuille de route élaborée par le Parti socialiste genevois.** Maurice Gardiol

La gauche, minoritaire au sein de cette assemblée, et parfois divisée sur certaines priorités à défendre ou la portée de formulations particulières, la tâche n'a pas été simple. Au final, notre groupe est cependant parvenu à défendre le maintien des principaux acquis de la constitution actuelle tout en permettant l'introduction d'articles nouveaux et importants.

Ainsi, le titre sur les droits fondamentaux ne se contente pas de reprendre ceux garantis par la Constitution fédérale mais y ajoute plusieurs articles qui vont au-delà de ce texte de référence. C'est aussi la première constitution à introduire des droits sociaux dans ce catalogue (droit au logement et droit à un niveau de vie suffisant). Ce qui fait dire au professeur Giorgio Malinverni, ancien juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, que cette constitution est sans conteste avant-gardiste.

Au niveau des droits politiques et des institutions les changements introduits ont fait l'objet d'appréciations plus discutées (législature à 5 ans, présidence du Conseil d'Etat, passage au pourcentage pour le nombre des signatures des initiatives et référendums) et même de certains vifs regrets (pas d'élargissement des droits politiques des étrangers). Par contre le chapitre consacré aux tâches de l'Etat a repris, voire renforcé, les objectifs sociaux et culturels défendus par les forces progressistes (formation obligatoire jusqu'à l'âge de la majorité, garantie de l'accès aux soins, combat contre les causes de la pauvreté, accueil et intégration des étrangers, politiques des aînés et de la jeunesse dans une perspective intergénérationnelle, soutien à la culture, etc.). Notre groupe, unanime, puis le Parti socialiste genevois, ont considéré que l'évaluation d'ensemble nous permettait de soutenir ce texte et c'est pourquoi nous nous

sommes engagés avec détermination dans la campagne pour le « OUI ».<sup>2</sup>

Une campagne difficile car nous nous sommes heurtés, comme cela était prévisible, à une multiplicité d'oppositions hétéroclites et sectorielles plus ou moins fondées sur ce qui était considéré comme des reculs ou des manques impardonnables. Cela nous a demandé un important effort pour informer et expliquer le contenu du projet afin de permettre à la population genevoise de bien comprendre ce qui lui était proposé. La logique et la structure de cette constitution, plus claire, plus moderne et mieux organisée que la constitution de 1847 révisée partiellement à 130 reprises, rendait souvent les comparaisons difficiles et hasardeuses. Reconnaissons qu'il n'était pas simple de se faire un avis en une dizaine de jours, si

l'on tient compte de la réception du matériel de vote, sur 237 articles dont plusieurs faisaient l'objet d'interprétations contradictoires.

Cette difficulté explique un taux de participation très réduit et insatisfaisant (32%). D'autres facteurs ont aussi pu jouer, dont le choix du Conseil d'Etat de faire de ce projet l'objet unique d'une votation coincée entre plusieurs autres scrutins fédéraux, cantonaux et communaux.

<sup>1</sup>Pour rappel, en 2003 la Constitution vaudoise a été acceptée par 55,9%.

<sup>2</sup>Pour une appréciation plus détaillée voir: <http://ps-ge.ch/Constituante/Evaluation-thematique-de-la-nouvelle-constitution-par-Thierry-Tanquerel>



## Des communales en demi-teinte

Le 14 octobre dernier, les citoyennes et citoyens valaisans ont renouvelé leurs autorités communales. Principal objectif du PS du Valais Romand : entrer dans certains exécutifs



de petites communes, souvent de montagne et donc particulièrement conservatrices. Objectif atteint dans l'ensemble avec une entrée du PSVR dans les communes de Saint-Gingolph, de Vérossaz, de Grône et

d'Hérémence avec, pour conséquence dans cette dernière commune, l'éjection de Grégory Logean, UDC notoirement connu pour ses prises de position particulièrement extrêmes et provocatrices concernant les personnes homosexuelles. Le score du PSVR est cependant moins bon dans la plupart des villes, notamment dans la capitale où l'alliance de gauche, composée du PS, des chrétiens-sociaux et des Verts a éclaté, ces derniers ayant préféré faire cavalier seul. Reste à élire, le 11 novembre prochain, les législatifs et certaines Présidences et Vice-présidences de Commune. La bonne nouvelle vient du fait que le PS a d'ores et déjà maintenu ses trois Présidences et a progressé pour atteindre sept Vice-présidences.

Dans le Jura, le bilan socialiste des élections communales du 21 octobre est également plutôt mitigé : à Porrentruy, le socialiste Julien Loichat se voit contraint à laisser les candidats



du PDC et du parti chrétien-social en découdre dans un duel très incertain au 2ème tour pour la mairie et le PS enregistre, en outre, la perte d'un siège à l'exécutif. A Delémont, c'est le statu quo qui a prévalu dans l'élection

à l'exécutif, malgré les efforts du PS qui souhaitait y augmenter sa délégation. Au législatif, le PS conquiert un mandat supplémentaire, mais le rapport droite-gauche régresse en défaveur de cette dernière. Les belles satisfactions viennent, en revanche, des Franches-Montagnes où le PS conserve les mairies de Saignelégier, grâce à Joël Vallat et du Noirmont, avec Denise Girardin.

maurice@gardiol.net  
constituant





Le lancement officiel de l'initiative, le 1<sup>er</sup> octobre, à Berne.

# On ne joue pas avec la nourriture

**Après la déconvenue des subprimes, les spéculateurs de tout bord n'ont pas eu grande peine à renouveler leurs champs d'activités. Le produit concret sur lequel on spéculé ne leur importe au final que très peu, et les conséquences que peut avoir la spéculation encore moins. C'est ainsi que des fonds de placement, des caisses de pension et des banques ont massivement déplacé des capitaux sur le marché des denrées alimentaires.** Nicolas Buntschu

A l'origine, le système des futures apportait plus de stabilité aux agriculteurs. Ces contrats à terme permettent de vendre une récolte à l'avance, en spécifiant une quantité, une date et un prix. Les spéculateurs se sont emparés du marché, achetant et revendant des futures. Cela crée d'énormes variations des cours, par un effet boule-de-neige caractéristique du capitalisme boursier. Lors de la crise alimentaire de 2007/2008, les prix de quatre aliments principaux (riz, maïs, froment, soja) ont triplé.

Ces variations ont des conséquences catastrophiques pour toute la partie la moins riche de la planète. On dépense dans de nombreux pays jusqu'à 80% du budget du ménage pour s'alimenter. Il va sans dire que la moindre augmentation du prix des denrées alimentaires empêche ces familles de se nourrir correctement. Le mécanisme est implacable: à chaque augmentation de prix, des millions de personnes supplémentaires souffrent de la faim.

Si des facteurs comme les aléas climatiques ou le prix des carburants jouent également un rôle sur le cours des denrées alimentaires, ils ne peuvent expliquer à eux seuls les variations

gigantesques observées ces dernières années. Dans une étude de 2010, (même) la Banque mondiale arrive à la conclusion que la spéculation joue un rôle clé. La CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) avait déjà auparavant mis ce mécanisme en évidence. Non contents de spé-

culer sur le cours des aliments, certains fonds de pension font en sorte de les influencer. En achetant d'énormes quantités de futures, ils créent artificiellement un manque, poussant ainsi le cours vers le haut. Un petit nombre de personnes réalise donc d'énormes profits sur le dos de millions d'êtres humains.

Et la Suisse dans tout ça? Notre pays a la triste particularité d'héberger un tiers des acteurs actifs dans le secteur. L'absence de régulation et les conditions fiscales plus qu'intéressantes ont vite fait d'attirer de nombreux fonds d'investissement gênés par les règles trop contraignantes en vigueur dans d'autres pays.

Au travers de la spéculation sur la nourriture, c'est l'absurdité de tout un système qui est mis en évidence. Le volume des futures négociés est 42 fois supérieur à la production alimentaire réelle. L'économie boursière est donc totalement déconnectée de la réalité, mais a pourtant de graves répercussions sur cette dernière. Le commerce des biens alimentaires devrait avoir comme objectif de nourrir les personnes, mais il répond dans les faits à une logique uniquement boursière.

L'initiative de la Jeunesse socialiste « Pas de spéculation sur les denrées alimentaires » demande l'interdiction totale d'investir dans des instruments financiers se rapportant à des matières premières agricoles et à des denrées alimentaires. Selon la FAO, plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim alors que la Terre pourrait nourrir 12 milliards d'êtres humains. Les spéculateurs sont donc directement liés à la mort de 25 000 personnes par jour. Cette recherche du profit est répugnante et il faut y mettre un terme.

La faim dans le monde n'est ni un hasard, ni une fatalité. La pensée selon laquelle tout peut être réglé par la concurrence et le marché mène le monde dans une impasse. L'initiative anti-spéculation s'attaque directement à cette doctrine destructrice.

**Téléchargez des formulaires de récolte :**  
[www.juso.ch/fr/stop-speculation](http://www.juso.ch/fr/stop-speculation)

[nbuntschu@jss.ch](mailto:nbuntschu@jss.ch)  
vice-président de la JS Suisse





# Des Post-it contre l'exploitation

**Solidar lance un film d'animation. Avec quelques Post-it, l'ONG démontre qu'une canne à pêche ne suffit pas pour sortir de la pauvreté.** Alexandre Mariéthoz

«Si tu donnes un poisson à un homme, il pourra manger aujourd'hui. Si tu lui apprends à pêcher, il pourra manger toute sa vie.» Ce proverbe chinois constituerait le principe d'une coopération au développement efficace.

## Des sacs de riz?

La réalité est plus complexe. La coopération au développement ne se limite plus, et ce depuis longtemps, à acheminer des sacs de riz et à construire des infrastructures. Un tel procédé rendrait, à terme, les populations du Sud totalement dépendantes d'une aide extérieure.

La coopération au développement, c'est autre chose. Il s'agit d'un partenariat, entre organisations du Sud et du Nord, pour améliorer durablement les conditions de vie. Dans le cadre de ses activités, menées en concertation avec la population locale, Solidar dispense un savoir-faire pour optimiser les techniques agricoles, favoriser l'accès à l'eau potable ou encore bâtir des maisons résistant aux séismes. Il ne s'agit cependant que d'un premier pas.

Solidar, Labour Action China (LAC) organise les travailleurs et travailleuses, les aide à porter plainte contre leur employeur, et mène une campagne internationale afin de faire pression sur les industries de la joaillerie. Grâce à ces actions, le Salon mondial de la bijouterie Baselworld a exclu Lucky Gems et deux autres sociétés, coupables de gravement négliger la santé de leurs employé-e-s. De telles sanctions obligent les grandes entreprises à réagir.

En Chine, comme partout ailleurs dans le monde, seules des actions syndicales peuvent améliorer durablement les conditions de travail. Sans combat ouvrier, pas de travail décent.

## Commerce équitable

Le commerce équitable constitue un second levier essentiel. Il assure des prix de vente minimaux aux paysan-ne-s et des relations commerciales stables; une prime, versée notamment par Max Havelaar, finance en outre des projets sociaux et la construction d'infra-



**SOLIDAR**  
SUISSE

Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO

## Travail décent, vie décente

Car, pour sortir durablement de la pauvreté, un travail décent, garant de revenus suffisants, est nécessaire. «Un travail décent pour une vie décente» constitue le fil rouge de l'action de Solidar. Une ouvrière exploitée est condamnée à vivre misérablement. En revanche, une fois qu'elle recevra un salaire décent et que sa sécurité au travail sera améliorée, elle pourra faire vivre sa famille.

## Lutte syndicale

L'action syndicale constitue un moyen de promouvoir le travail décent. En Chine, des dizaines de milliers de tailleurs de pierre sont atteints de la silicose. Une mort quasi certaine constitue leur seul horizon. Avec le soutien de

structures. Grâce au commerce équitable, les paysan-ne-s du Sud ne sont plus livrés aux aléas de la spéculation.

## Votre contribution

Les citoyen-ne-s du Sud ne sont pas idiots. Ils savent pêcher. Pour sortir de la pauvreté, ils ont besoin d'un travail décent et de relations commerciales équitables. Vous pouvez y contribuer. Comment? Réponse sur [www.solidar.ch/fr/film](http://www.solidar.ch/fr/film)

Alexandre.Mariéthoz@solidar.ch  
Solidar Suisse



# La démocratie, le Venezuela et les donneurs de leçons

**Au début du mois d'octobre ont eu lieu les élections présidentielles au Venezuela. Un scrutin organisé par le Conseil national électoral (CNE), qui est en fait le quatrième pouvoir du pays, aux côtés des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. S'il n'existe plus aujourd'hui de missions d'observateurs (de l'UE, par exemple) car le pays est considéré comme ayant atteint une maturité démocratique, le CNE tient à maintenir la présence d'accompagnateurs du processus électoral. Le conseiller national valaisan Mathias Reynard en était.**

Ces observateurs étaient au nombre de 200 et venaient du monde entier. La Suisse n'était pas en reste avec une délégation de dix personnes, dont nos camarades Ada Marra et Franco Cavalli. Une présence helvétique importante pour le CNE, qui suit avec attention le système démocratique de notre pays.

Les accompagnateurs et journalistes présents sur place provenaient de différentes tendances politiques. On notera la forte présence de délégués de l'Unasur (Union des nations sud-américaines), avec de nombreuses personnalités de droite et de gauche. Quant à la délégation suisse, si elle n'était composée que d'élu-e-s de gauche, c'est simplement que les personnalités de droite contactées n'ont pu se libérer pour cette occasion.

## Aucune irrégularité à soulever

Le programme des accompagnateurs électoraux sur place était bien rempli: explications sur le processus électoral, rencontre avec l'équipe de campagne de l'opposition, ou en-

core présence lors de la mise en place des bureaux de vote. Le jour du scrutin, nous avons été répartis à travers tout le pays pour surveiller les locaux. Alors que l'on nous annonçait une campagne sous haute tension, nous avons été frappés par le calme dans lequel elle s'est déroulée. Un scrutin où la transparence primait avec – par exemple – dans chaque local de vote, un membre de l'opposition et de la majorité qui collaboraient parfaitement.

Le Venezuela, avec son système de vote électronique (accompagné d'un vote manuel), se retrouve même à la pointe de la technologie. Ce qui a d'ailleurs fait dire à l'ancien président américain Jimmy Carter (responsable du Centre Carter de surveillance des élections): «sur les 92 élections que nous avons surveillées, je dirais que le processus électoral au Venezuela est le meilleur du monde».

Mais surtout, ce qui frappe, c'est le taux de participation (plus de 80%) et l'engouement de la population pour cette élection. Des files de centaines de personnes patientent dans la

rue pour se rendre aux urnes. Le peuple vénézuélien considère véritablement le droit de vote comme un privilège.

## Quel bilan ?

Au soir du 7 octobre, les résultats tombent: 55.13% pour Hugo Chavez (8 181 122 voix) contre 44.25% pour Henrique Capriles (6 566 712 voix). Ce dernier a immédiatement admis sa défaite. Malgré des critiques d'ordre politique, l'opposition a d'ailleurs salué à plusieurs reprises la qualité du processus démocratique et reconnu sa validité. Il n'y a finalement que les médias américains et, dans une certaine mesure, européens, pour émettre des doutes malhonnêtes sur ce scrutin, incapables de comprendre que le peuple vénézuélien puisse voter encore une fois pour le candidat Chavez. On a même pu entendre certains le qualifier de «dictateur», oubliant de dire qu'il a organisé pas moins de 15 scrutins en 14 ans de pouvoir ou encore qu'il a inscrit dans la Constitution un nouveau droit populaire (celui du référendum révocatoire de mi-mandat).

Tout n'est évidemment pas rose au Venezuela. On peut apprécier ou non la politique de celui que l'on appelle le Commandante. Certaines critiques à son égard sont tout à fait justifiées. Hugo Chavez n'a pas réussi à résoudre de graves problèmes comme l'insécurité et la corruption, qui rongent une bonne partie de l'Amérique latine. La personnalisation de la politique pose également d'évidentes interrogations pour l'avenir. Mais on se doit aussi de relever ses succès, singulièrement ignorés par les médias. En effet, alors que les richesses du pétrole étaient auparavant accaparées par des multinationales, Chavez a récupéré ces biens pour les orienter vers une politique sociale. Il a ainsi pu réduire de moitié la pauvreté et la mortalité infantile. Les moyens mis dans l'éducation ont quant à eux permis d'éradiquer l'analphabétisme. Enfin, en mettant l'accent sur la santé, le gouvernement a réussi à assurer l'accès aux soins dans les zones les plus reculées du pays.

Ce n'est pas rien. Et en cette période de désinformation, il est parfois bon de rappeler certains faits.



Sergio Ferrari

Les partisans de Chavez ont pu fêter un nouveau mandat pour «El Commandante»

mathias.reynard@pssuisse.ch  
conseiller national (VS)





## AGENDA

**PS Suisse** [www.pssuisse.ch](http://www.pssuisse.ch)

- Jeudi 22 novembre : colloque à Bâle dans le cadre du 100<sup>ème</sup> anniversaire du Congrès pour la paix de l'Internationale socialiste. Thème : l'Europe et les transformations démocratiques en Afrique du Nord. Rendez-vous à 19h30 en l'aula de l'Université de Bâle.
- Samedi 24 novembre : 100<sup>ème</sup> anniversaire du Congrès pour la paix de l'Internationale socialiste – Commémoration du PS Suisse en la cathédrale de Bâle
- Dimanche 25 novembre : votation fédérale
- Du lundi 26 novembre au vendredi 14 décembre : session d'hiver des Chambres fédérales
- Vendredi 30 novembre : Conférence de coordination à Thoune
- Samedi 1<sup>er</sup> décembre : Assemblée des délégué-e-s à Thoune

**Femmes Socialistes Suisses**  
[www.ps-femmes.ch](http://www.ps-femmes.ch)

- Samedi 3 novembre : Conférence de coordination des Femmes socialistes, dès 10h00 au Centre des Congrès d'Olten

**JS Suisse** [www.jss.ch](http://www.jss.ch)

- Samedi 15 décembre : Assemblée des délégué-e-s, dès 11h30 à Zofingue

**Genève** [www.ps-ge.ch](http://www.ps-ge.ch)

- Mercredi 31 octobre : AG du PS genevois avec discussion sur le budget du Canton de Genève
- Dimanche 4 novembre : élection à la Cour des Comptes et élection partielle au Conseil administratif en Ville de Genève
- Mercredi 21 novembre : Assemblée des délégué-e-s du PS genevois. En discussion : trois des axes prioritaires du programme de législature 2013-2018 et son préambule

**Jura** [www.psju.ch](http://www.psju.ch)

- Dimanche 11 novembre : 2<sup>ème</sup> tour des élections communales

**Jura bernois** [www.psjb.ch](http://www.psjb.ch)

- Samedi 3 novembre : Université d'automne du PSJB. Thème : le bilinguisme.

**Neuchâtel** [www.psn.ch](http://www.psn.ch)

- Samedi 10 novembre : Congrès du PSN, dès 9h15 à Neuchâtel, Ferme de Pierre-à-Bot

- Mardi 13 novembre : Formation consacrée aux finances publiques, dès 19h30 à Neuchâtel, salle Unia, avenue de la Gare 3
- Mercredi 14 novembre : AG des Femmes socialistes neuchâteloises, dès 19h30 au secrétariat cantonal

**Vaud** [www.ps-vd.ch](http://www.ps-vd.ch)

- Mercredi 7 novembre : conférence sur les enjeux politiques en Amérique latine organisée par la Commission «Solidarité internationale», 18h00 à la Maison du Peuple, à Lausanne.

**Valais romand** [www.psvr.ch](http://www.psvr.ch)

- Dimanche 11 novembre : élections des Conseils généraux (législatifs), des présidents et des vice-présidents de Commune
- Samedi 12 janvier 2013 : Congrès extraordinaire du PSVR - désignation des candidat-e-s pour le Conseil d'Etat et grand débat sur l'énergie.

# 125 ans du PS Suisse – Offre spéciale pour les membres et sections du PS Suisse

Le PS Suisse a été fondé en octobre 1888. Afin de célébrer, l'année prochaine, les 125 ans du parti, paraîtra – en octobre 2013 aux Éditions Limmat Verlag – un livre intitulé «Une pensée unie – mais pas unique».

Parmi les auteurs figurent notamment Bernard Degen, Regina Weccker, Heidi Witzig, Marc Perrenoud, Nicola Behrens et Gabriele Rossi. En fait, voilà plus d'une année que plus de 30 historien-ne-s, politicien-ne-s et éditeurs-trices travaillent à dépeindre l'histoire aussi mouvementée que passionnante du PS Suisse.

Pour démontrer cette pensée unie, mais pas unique, toutes les régions suisses sont traitées dans cet ouvrage, ainsi que certaines actrices et acteurs qui ressortent clairement de leur époque et de leur milieu. La première partie contient l'histoire du parti, qui

sert de «fil rouge» du livre. Celui-ci éclaire le fil des idées socialistes selon les époques et traite les événements-clés comme la grève générale, la création de l'AVS ou encore la question écologique. Il raconte les antécédents de la pensée socialiste, de la fondation et du développement, mais aussi les crises et succès du parti. On y traite également la recherche de réponses nouvelles après la guerre froide ou la sauvegarde des acquis sociaux face à une idéologie néolibérale d'économie de marché. La deuxième partie, encyclopédique, présente les personnages importants et évoque les mots-clés socialistes.

Afin de parvenir à un tirage nous permettant de couvrir les coûts, nous dépendons de commandes préalables. Raison pour laquelle des conditions spéciales de souscription sont

offertes aux membres du PS Suisse. Pour toute commande passée jusqu'au 30 avril 2013, elles et ils pourront obtenir cet ouvrage au prix de 34.– Passé ce délai, le prix en librairie passera à 68.–.

Nous avons également tenu à proposer une attractive aux sections dans la mesure où une riche annexe présente chaque section depuis 1888 sous forme cartographique ainsi que des statistiques commentées. Cela en fait un cadeau idéal pour les jubilaires ou diverses attentions en marge d'assemblées générales. A partir d'une commande de 5 exemplaires, les sections se verront offrir un rabais de 4 francs (soit 30.– l'ouvrage). A noter que cette offre s'éteindra aussi le 30 avril 2013. Rien n'empêche par ailleurs les sections de vendre ce livre à leurs membres au prix de 34.– et d'emporter la différence pour leurs bonnes œuvres.

Ce livre, d'environ 450 pages est rédigé simultanément en allemand et en français et il est richement illustré.

Vous trouverez des informations supplémentaires sur Internet à cette adresse: [www.redboox.ch](http://www.redboox.ch) ainsi que dans l'encart qui figure dans ce numéro.





**LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

**AGGRAVE LA CRISE DE L'EAU.**

Aidez-nous à approvisionner en eau les habitants de régions arides.  
Pour leur permettre, malgré la misère, de boire de l'eau potable  
et d'irriguer leurs champs. [www.helvetas.ch](http://www.helvetas.ch)



Dès maintenant, versez 30 francs par SMS:  
envoyez **eau 30** au **488**.



**HELVETAS**

Agir pour un monde meilleur